



openbaar ministerie
ministère public

Collège des procureurs généraux

Bruxelles, le 27 mars 2013

**CIRCULAIRE N° 10/2013 DU
COLLÈGE DES PROCUREURS
GÉNÉRAUX PRÈS LES COURS
D'APPEL**

Monsieur le Procureur général,
Monsieur le Procureur fédéral,
Monsieur/Madame le Procureur du Roi,
Monsieur/Madame l'Auditeur du travail,

**OBJET : Circulaire commune du ministre
de la justice et du Collège des procureurs
généraux – Union européenne – Entraide
judiciaire en matière pénale – Prévention
des conflits de juridiction**

Secrétariat du Collège des procureurs généraux -
Rue Ernest Allard 42 - 1000 Bruxelles
Tél. : 02/500 86 01 - Fax : 02/500 86 13
e-mail : secr.colpg@just.fgov.be

College van Procureurs- generaal

Brussel, 27 maart 2013

**OMZENDBRIEF NR. 10/2013 VAN
HET COLLEGE VAN
PROCUREURS-GENERAAL BIJ DE
HOVEN VAN BEROEP**

Mijnheer de Procureur-generaal,
Mijnheer de Federale Procureur,
Mijnheer/Mevrouw de Procureur des
Konings,
Mijnheer/Mevrouw de Arbeidsauditeur,

**BETREFT: Gemeenschappelijke omzend-
brief van de minister van Justitie en het
College van Procureurs-generaal –
Europese Unie – Wederzijdse rechtshulp
in strafzaken – Voorkomen van
jurisdictiegeschillen**

Secretariaat van het College van Procureurs-
generaal - Ernest Allardstraat 42 - 1000 Brussel
Tel.: 02/500 86 01 - Fax: 02/500 86 13
E-mail: secr.colpg@just.fgov.be

TABLES DES MATIERES

I. Introduction	3
II. Champ d'application	6
1. Existence de procédures pénales parallèles	6
2. A l'égard de la même personne et pour les mêmes faits	6
3. Conflits avérés ou potentiels	6
III. Mécanismes d'échange d'informations et de concertation	8
1. Procédure de prise de contact	8
a. Emission d'une demande : motifs raisonnables	8
b. Réception d'une demande : obligation minimale d'informations	9
2. Procédure de concertation	10
a. Modalités	10
b. Portée et conséquences	11
IV. Collaboration avec le Procureur fédéral et Eurojust	13
1. Collaboration avec le Procureur fédéral	13
2. Collaboration avec Eurojust	13
V. Langues	14
Annexes	16

INHOUDSTAFEL

I. Inleiding	3
II. Toepassingsgebied	6
1. Parallelle strafprocedures	6
2. Tegen dezelfde persoon en wegens dezelfde feiten	6
3. Reeds ontstane of mogelijke geschillen	6
III. Mechanisme voor informatie-uitwisseling en overleg	8
1. Contactprocedure	8
a. Indiening van een verzoek: redelijke gronden	8
b. Ontvangst van een verzoek: minimale verplichting tot informatie	9
2. Overlegprocedure	10
a. Modaliteiten	10
b. Reikwijdte en gevolgen	11
IV. Samenwerking met de federale procureur en Eurojust	13
1. Samenwerking met de federale procureur	13
2. Samenwerking met Eurojust	13
V. Talen	14
Bijlagen	16

I. INTRODUCTION

1. L'objet de la présente circulaire est de mettre en œuvre les obligations contenues dans la décision-cadre 2009/948/JAI du Conseil de l'Union européenne du 30 novembre 2009 relative à la prévention et au règlement des conflits en matière d'exercice de la compétence dans le cadre des procédures pénales (ci-après « la décision-cadre ») (voir annexe I)¹.

2. Ladite décision-cadre vise à éviter les situations dans lesquelles une même personne fait l'objet, pour les mêmes faits, de procédures pénales parallèles dans différents Etats membres, susceptibles de donner lieu à des jugements définitifs dans deux Etats membres ou plus.

I. INLEIDING

1. Deze omzendbrief is gericht op de tenuitvoerlegging van de verplichtingen van het kaderbesluit 2009/948/JBZ van de Raad van de Europese Unie van 30 november 2009 over het voorkomen en beslechten van geschillen over de uitoefening van rechtsmacht bij strafprocedures (hierna "het kaderbesluit") (zie bijlage 1)¹.

2. Voornoemd kaderbesluit strekt ertoe te voorkomen dat tegen dezelfde persoon in verschillende lidstaten wegens dezelfde feiten parallelle strafprocedures worden gevoerd, die ertoe zouden kunnen leiden dat in deze procedures eindspraken worden gedaan in twee of meer lidstaten.

¹ J.O., L 328/42 du 15 décembre 2009.

¹ P.B., L 328/42 van 15 december 2009.

Un tel instrument entend dès lors, par la mise en place d'un mécanisme d'échange d'informations et de concertation, prévenir les violations du principe 'non bis in idem' tel que prévu par les articles 54 à 58 de la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 19 juin 1990 et explicité en droit belge par la circulaire interministérielle du 10 décembre 1998 sur l'incidence de la Convention de Schengen en matière de contrôle frontalier et de coopération judiciaire et policière².

Een dergelijk instrument beoogt bijgevolg het voorkomen van schending van het beginsel "ne bis in idem", dat is vastgelegd in artikel 54 tot 58 van de Schengenuitvoeringsovereenkomst van 19 juni 1990 en in Belgisch recht nader is toegelicht door de interministeriële omzendbrief van 10 december 1998 over de gevolgen van de Schengenovereenkomst in het domein van de grenscontrole en de politieke en gerechtelijke samenwerking², door middel van een mechanisme voor informatie-uitwisseling en

² M.B., 29 janvier 1999, pp. 2714-2747. Comme explicité dans la circulaire, « l'article 54 de la Convention Schengen énonce qu'une personne qui a été définitivement jugée par une Partie contractante ne peut, pour les mêmes faits, être poursuivie par une autre Partie contractante, à condition qu'en cas de condamnation la sanction ait été subie ou soit actuellement en cours d'exécution ou ne puisse plus être exécutée selon les lois de l'Etat de condamnation.

Les poursuites pour les mêmes faits ne sont donc plus possibles :

1. si la personne a été acquittée dans un autre Etat partie et que la décision d'acquiescement est coulée en force de chose jugée;
2. si la personne a été condamnée et que la sanction a été régulièrement subie, ou est en cours d'exécution, ou encore ne peut plus être exécutée selon les lois de l'Etat de condamnation.

Ces dispositions sont plus larges que celle de l'article 13 du Titre préliminaire du code de procédure pénale sur plusieurs points :

- elles n'exigent pas l'identité des qualifications juridiques mais seulement l'identité des faits ;
- elles s'appliquent également à l'égard de jugements prononcés à l'étranger à propos de faits commis sur le territoire belge ;
- elles s'appliquent également au cas où la peine est en cours d'exécution à l'étranger (et où la personne bénéficie de l'une ou l'autre forme de libération dans le cadre de l'exécution de sa peine) » (p. 2741).

La Cour de justice de l'Union européenne (ci-après la 'CJUE') s'est à plusieurs reprises prononcée sur des questions d'interprétation concernant le principe *non bis in idem* contenu à l'article 54 de la Convention d'application de l'Accord de Schengen (ci-après la 'CAAS'). La notion de juger 'définitivement' a particulièrement donné lieu à certaines incertitudes :

- Dans l'arrêt *Hüseyin Gözütok et Klaus Brügge*, la CJUE a estimé qu'un effet *non bis in idem* découlait d'une **transaction**, étant donné que l'article 54 de la CAAS est applicable à des décisions mettant définitivement fin aux poursuites pénales dans un Etat membre, bien qu'elles soient adoptées sans l'intervention d'une juridiction et ne prennent pas la forme d'un jugement (*Gözütok en Brügge*, C-187/01 et C-385/01, 11 février 2003).
- Dans l'affaire *Miraglia*, la CJUE a précisé que le principe n'est pas applicable aux décisions des **autorités judiciaires** d'un Etat membre déclarant qu'une affaire est clôturée, après que le ministère public a décidé de ne pas poursuivre l'action publique au seul motif que des poursuites pénales avaient été engagées dans un autre Etat membre à l'encontre du même prévenu et pour les mêmes faits, et ce **en l'absence de toute appréciation sur le fond** (*Miraglia*, C-469/03, 10 mars 2005).
- Dans l'arrêt *Van Straaten*, la CJUE a estimé que l'article 54 de la CAAS s'applique à une décision des autorités judiciaires d'un Etat membre par laquelle un prévenu est définitivement **acquitté** pour insuffisance de preuves (*Van Straaten*, C-150/05, 28 septembre 2006).
- Dans l'arrêt *Turanský*, la CJUE a estimé qu'une décision d'une **autorité de police** qui, tout en suspendant les poursuites pénales, ne met pas définitivement fin à l'action publique selon l'ordre juridique national concerné, ne pourrait constituer une décision permettant de considérer que cette personne a été "définitivement jugée" au sens de l'article 54 de la CAAS (*Turanský*, C-491/07, 22 décembre 2008).

Ensuite, la CJUE a estimé dans l'affaire *Van Esbroeck* que le critère pertinent aux fins de l'application de l'article 54 de la CAAS est constitué par celui de l'**'identité des faits matériels'**, c'est-à-dire l'existence d'un ensemble de faits indissociablement liés entre eux, indépendamment de la qualification juridique de ces faits ou de l'intérêt juridique protégé. Les faits punissables consistant en l'exportation et en l'importation des mêmes stupéfiants et poursuivis dans les Etats membres sont, en principe, à considérer comme "les mêmes faits" au sens de cet article 54, l'appréciation définitive à cet égard appartenant aux instances nationales compétentes (*Van Esbroeck*, C-436/04, 9 mars 2006).

² BS, 29 januari 1999, blz. 2714-2747. Zoals bepaald in de omzendbrief: "Artikel 54 bepaalt dat een persoon die definitief berecht werd door een Contracterende Partij, voor dezelfde feiten, niet meer kan vervolgd worden door

overleg.

Un tel mécanisme d'échange d'informations et de concertation permet de faciliter le processus visant à assurer une identification correcte des personnes concernées, ainsi que la nature et le stade de la procédure pénale. Il permet dès lors de prendre les mesures nécessaires en temps utiles, telles que le transfert de la procédure, une demande d'intervention d'Eurojust ou la mise en place d'une équipe commune d'enquêtes. De cette manière, ce mécanisme vise à promouvoir l'efficacité des procédures pénales.

Een dergelijk mechanisme voor informatie-uitwisseling en overleg dient ertoe naar behoren de betrokkenen, de aard en de stand van de respectieve parallelle procedures te kunnen vaststellen. Daardoor wordt het dan ook mogelijk om tijdig de nodige maatregelen te nemen, zoals de overdracht van de procedure, de indiening van een verzoek om optreden van Eurojust of de oprichting van een gemeenschappelijk onderzoeksteam. Zo dient dit mechanisme ertoe de doeltreffendheid van strafprocedures te bevorderen.

3. L'application de la décision-cadre est sans préjudice de l'application d'autres accords relatifs à la transmission des procédures

3. De toepassing van het kaderbesluit is onverminderd de toepassing van andere akkoorden inzake de overdracht van

een andere Contracterende Partij op voorwaarde dat in geval van veroordeling de sanctie ondergaan werd of momenteel in uitvoering is of niet meer kan uitgevoerd worden volgens de wetten van de staat van veroordeling. Vervolgingen voor dezelfde feiten zijn dus niet meer mogelijk:

1. indien de persoon vrijgesproken werd in een andere Lidstaat en dat de beslissing tot vrijspraak in kracht van gewijsde is gegaan;
2. indien de persoon veroordeeld werd en dat de sanctie volledig ondergaan werd, of in uitvoering is, of niet meer kan uitgevoerd worden volgens de wetten van de veroordelende Staat.

Deze bepalingen zijn op verschillende punten ruimer dan die van artikel 13 van de voorafgaande titel van het wetboek van rechtspleging in strafzaken:

- ze vereisen niet de gelijkheid van de juridische kwalificaties maar enkel de gelijkheid van feiten;

- ze zijn eveneens van toepassing ten opzichte van in het buitenland uitgesproken vonnissen aangaande feiten die op het Belgisch grondgebied gepleegd werden;

- ze zijn eveneens van toepassing in het geval waarin de straf in het buitenland in uitvoering is (en waarin de persoon een of andere vorm van vrijlating geniet in het raam van de uitvoering van haar straf)." (blz. 2741)

Hof van Justitie van de Europese Unie (hierna 'HJEU') heeft zich meermaals uitgesproken over interpretatievragen betreffende het *ne bis in idem* beginsel vervat in artikel 54 van de Schengenuitvoeringsovereenkomst (hierna 'SUO'). In bijzonder de term 'onherroepelijk vonnis' leidde tot onduidelijkheid:

- In het arrest *Hüseyin Gözütok en Klaus Brügge* oordeelde het HJEU dat van een **transactie** een *ne bis in idem* effect uitging, daar artikel 54 SUO van toepassing is op beslissingen waarbij de strafvervolgning in een lidstaat definitief wordt beëindigd, ook al komen zij tot stand zonder rechterlijke tussenkomst en worden zij niet genomen in de vorm van een vonnis (*Gözütok en Brügge*, C-187/01 en C-385/01, 11 februari 2003).
- In *Miraglia* verduidelijkte het HJEU dat het beginsel niet van toepassing is op beslissingen van de **rechtelijke autoriteiten** van een lidstaat waarbij **zonder enige beoordeling ten gronde** wordt verklaard dat een zaak is geëindigd, zulks nadat het parket heeft besloten niet verder te vervolgen op enkele grond dat tegen dezelfde verdachte in een andere lidstaat een strafprocedure ter zake van dezelfde feiten is ingeleid (*Miraglia*, C-469/03, 10 maart 2005).
- In het arrest *Van Straaten* heeft het HJEU geoordeeld dat artikel 54 SUO van toepassing is op een beslissing van de justitiële autoriteiten van een lidstaat waardoor een verdachte bij onherroepelijk vonnis is **vrijgesproken**, omdat het feit niet is bewezen (*Van Straaten*, C-150/05, 28 september 2006).
- In het arrest *Turanský* oordeelde het HJEU dat een beslissing van een **politieautoriteit**, die de strafprocedure schorst, maar volgens de betrokken nationale rechtsorde de strafvervolgning niet definitief beëindigt, niet kan worden beschouwd als een beslissing waarbij een persoon „onherroepelijk berecht” is in de zin van artikel 54 SUO (*Turanský*, C491/07, 22 december 2008).

Verder oordeelde het HJEU in *Van Esbroeck* dat het relevante criterium voor de toepassing van artikel 54 SUO de '**gelijkheid van materiële feiten**' is, *i.e.* het bestaan van een geheel van feiten die onlosmakelijk met elkaar verbonden zijn, ongeacht de juridische kwalificatie van deze feiten of het beschermde rechtsbelang. Strafbare feiten van uitvoer en invoer van dezelfde verdovende middelen waarvoor in lidstaten vervolging is ingesteld, dienen in beginsel te worden beschouwd als „dezelfde feiten” in de zin van dit artikel 54, maar het aan de bevoegde nationale instanties is om dit uiteindelijk te beoordelen (*Van Esbroeck*, C 436/04, 9 maart 2006).

pénales entre les Etats membres.

strafvervolgning tussen de lidstaten.

II. CHAMP D'APPLICATION

Dans les relations entre les Etats membres de l'Union européenne, le mécanisme d'échange d'informations et de concertation doit être mis en place lorsque les conditions suivantes sont remplies:

1. Existence de procédures pénales parallèles

Afin d'éviter toute violation du principe 'non bis in idem', le mécanisme d'échange d'informations et de concertation doit avoir lieu préalablement avant tout jugement définitif (tant dans la phase d'information que dans la phase d'instruction) et ce, dès que l'existence de procédures pénales parallèles est présumée ou avérée.

Le terme 'procédures parallèles' doit être entendu conformément à l'article 3, (a) de la décision-cadre, au sens de « procédures pénales, y compris tant la phase préparatoire au procès que le procès lui-même, menées dans deux ou plusieurs Etats membres pour les mêmes faits impliquant la même personne ».

2. A l'égard de la même personne et pour les mêmes faits

Etant donné l'objet même dudit instrument, les notions de 'mêmes faits' et 'même personne' doivent être entendues conformément à l'interprétation faite par la Cour de Justice de l'article 54 de la Convention d'application de l'Accord de Schengen³.

3. Conflits avérés ou potentiels

La présente circulaire s'applique aux conflits positifs de juridiction, à savoir lorsque deux Etats membres souhaitent exercer leur compétence juridictionnelle. Elle vise deux hypothèses de conflits positifs:

1) Les conflits *potentiels* – Les autorités judiciaires d'un Etat membre de l'Union européenne poursuivent une personne et ont

II. TOEPASSINGSGBIED

In de betrekkingen tussen de lidstaten van de Europese Unie moet het mechanisme voor informatie-uitwisseling en overleg worden ingevoerd indien aan de volgende voorwaarden is voldaan:

1. Parallele strafprocedures

Teneinde enige schending van het beginsel 'ne bis in idem' te voorkomen, moet het mechanisme van informatie-uitwisseling en overleg plaatsvinden vóór het definitieve vonnis (zowel in de fase van het opsporingsonderzoek als in de fase van het gerechtelijk onderzoek) en zulks zodra wordt vermoed of blijkt dat er parallelle strafprocedures bestaan.

Onder de term 'parallelle procedures' moet conform artikel 3, (a), van het kaderbesluit strafrechtelijke procedures worden verstaan, "zowel in de fase vóór de behandeling ter terechtzitting als de behandeling ter terechtzitting, die in twee of meer lidstaten worden gevoerd wegens dezelfde feiten en tegen dezelfde persoon".

2. Tegen dezelfde persoon en wegens dezelfde feiten

Gezien het onderwerp van voornoemd instrument moeten de begrippen 'dezelfde feiten' en 'dezelfde persoon' worden begrepen conform de uitlegging van artikel 54 van de Schengenuitvoeringsovereenkomst van 19 juni 1990³ door het Hof van Justitie.

3. Reeds ontstane of mogelijke geschillen

Deze omzendbrief heeft betrekking op de positieve jurisdictiegeschillen, te weten indien twee lidstaten hun rechtsmacht willen uitoefenen en beoogt twee denkbare positieve geschillen:

1) *mogelijke* geschillen – De gerechtelijke autoriteiten van een lidstaat van de Europese Unie vervolgen een persoon en hebben

³ Cf note de bas de page 2.

³ Zie voetnoot 2.

des motifs raisonnables de croire en l'existence d'une procédure pénale parallèle pour les mêmes faits et vis-à-vis de la même personne dans un autre Etat membre.

Il y a notamment lieu d'entendre par des « motifs raisonnables de croire » les situations dans lesquelles :

- la personne soupçonnée ou poursuivie invoque, de manière circonstanciée, le fait qu'elle fasse l'objet d'une procédure pénale parallèle pour les mêmes faits dans un autre Etat membre ;
- une demande d'entraide judiciaire pertinente ou un mandat d'arrêt européen émanant d'une autorité compétente d'un autre Etat membre fait apparaître l'éventuelle existence d'une telle procédure pénale parallèle ;
- une autorité policière ou judiciaire communique des informations à cet effet ;
- il ressort d'une enquête judiciaire en cours qu'une telle procédure parallèle existe ; ou
- l'arrestation d'une personne est signalée à l'Etat membre dont elle est ressortissante et au sein duquel une procédure pénale est ouverte à son égard.

L'appréciation de l'existence de tels motifs raisonnables relève de la seule appréciation des autorités compétentes des Etats membres concernés.

2) Les conflits *avérés* – Les autorités judiciaires d'un Etat membre de l'Union européenne poursuivent une personne et ont connaissance de l'existence d'une procédure pénale parallèle pour les mêmes faits et vis-vis de la même personne dans un autre Etat membre.

L'information relative à l'existence d'une procédure pénale parallèle dans un autre Etat membre peut, à titre d'exemple, être fournie par le biais de la base de données d'Eurojust.

Cette situation peut également résulter du fait de la mise en place d'enquêtes-miroirs ou de l'établissement d'une équipe commune d'enquête dans plusieurs Etats membres.

redelijke gronden om aan te nemen dat in een andere lidstaat reeds een parallelle procedure wordt gevoerd wegens dezelfde feiten en tegen dezelfde persoon.

Onder 'redelijke gronden' moeten inzonderheid de situaties worden verstaan waarin:

- de verdachte of vervolgte persoon, onder verstrekking van nadere gegevens, aanvoert dat tegen hem in een andere lidstaat een parallelle strafprocedure wegens dezelfde feiten wordt gevoerd;
- uit een relevant verzoek om rechtshulp of een Europees aanhoudingsbevel van een bevoegde autoriteit van een andere lidstaat blijkt dat mogelijk een dergelijke parallelle strafprocedure wordt gevoerd;
- een politieke of gerechtelijke autoriteit informatie in die zin verstrekt;
- uit een lopend gerechtelijk onderzoek blijkt dat een dergelijke parallelle procedure wordt gevoerd; of
- de aanhouding van een persoon wordt meegedeeld aan de lidstaat waarvan hij onderdaan is en waar een strafprocedure tegen hem is ingesteld.

Enkel de bevoegde autoriteiten van de betrokken lidstaten onderzoeken of er al dan niet redelijke gronden bestaan.

2) *reeds ontstane* geschillen – De gerechtelijke autoriteiten van een lidstaat van de Europese Unie vervolgen een persoon en hebben kennis ervan dat in een andere lidstaat een parallelle procedure wordt gevoerd wegens dezelfde feiten en tegen dezelfde persoon.

De informatie betreffende een parallelle strafprocedure in een andere lidstaat kan bijvoorbeeld via de gegevensbank van Eurojust worden verstrekt.

Deze situatie kan eveneens voortvloeien uit het opstarten van spiegelonderzoeken of de oprichting van een gemeenschappelijk onderzoeksteam in meerdere lidstaten.

III. MECANISME D'ECHANGE D'INFORMATIONS ET DE CONCERTATION

1. Procédure de prise de contact

a. Emission d'une demande : motifs raisonnables

Lorsque que le ministère public compétent (« autorité contactante » au titre de l'article 3, c) de la décision-cadre) a des motifs raisonnables de croire en l'existence de procédures pénales parallèles dans un autre Etat membre de l'Union européenne, des contacts directs doivent être pris avec l'autorité compétente de l'Etat membre concerné afin de confirmer l'existence de telles procédures (article 5 de la décision-cadre).

La demande doit inclure au minimum les informations suivantes (article 8 de la décision-cadre):

- Les coordonnées du ministère public compétent ;
- Une description des faits et circonstances faisant l'objet de la procédure pénale concernée ;
- Tous les renseignements pertinents sur l'identité de la personne soupçonnée ou poursuivie et, le cas échéant, sur les victimes ;
- L'état d'avancement de la procédure pénale ; et
- Des informations concernant la détention préventive ou la garde à vue de la personne soupçonnée ou poursuivie, le cas échéant.

Toute autre information pertinente, en ce compris des informations relatives aux éventuelles difficultés rencontrées dans le cadre la procédure pénale en cours, peut être ajoutée.

Si l'autorité compétente dudit Etat membre n'est pas connue, les recherches nécessaires peuvent être effectuées par tout moyen, y compris via les points de contact du réseau judiciaire européen, en vue d'obtenir cette information.

Afin de s'assurer d'un prompt et effectif suivi de la demande, le ministère public compétent peut indiquer à l'autorité compétente de l'autre Etat

III. MECHANISME VOOR INFORMATIE - UITWISSELING EN OVERLEG

1. Contactprocedure

a. Indiening van een verzoek: redelijke gronden

Indien het bevoegd openbaar ministerie (de 'contacterende autoriteit' op grond van artikel 3, c), van het kaderbesluit) redelijke gronden heeft om aan te nemen dat in een andere lidstaat van de Europese Unie een parallelle strafprocedure wordt gevoerd, moet met de bevoegde autoriteit van de betrokken lidstaat rechtstreeks contact worden opgenomen om na te gaan of er een dergelijke procedure loopt (artikel 5 van het kaderbesluit).

In het verzoek moet minimaal de volgende informatie worden verstrekt (artikel 8 van het kaderbesluit):

- de gegevens van het bevoegd openbaar ministerie;
- een beschrijving van de feiten en omstandigheden die het voorwerp uitmaken van de strafprocedure;
- alle relevante identiteitsgegevens van de verdachte en, in voorkomend geval, van de slachtoffers;
- de stand van de procedure; en
- in voorkomend geval, informatie over de voorlopige hechtenis van de verdachte.

Ook andere relevante gegevens, bijvoorbeeld over de ondervonden moeilijkheden in het kader van de gevoerde strafprocedure, kunnen worden toegevoegd.

Indien de bevoegde autoriteit van voornoemde lidstaat niet gekend is, kunnen de nodige opsporingen worden verricht door enig middel, daaronder begrepen via de aanspreekpunten van het Europees justitieel netwerk, om deze informatie te verkrijgen.

Om zich te vergewissen van een spoedige en effectieve follow-up van het verzoek kan het bevoegd openbaar ministerie de bevoegde

membre, un délai raisonnable dans lequel une réponse est attendue.

La communication doit être effectuée par tout moyen laissant une trace écrite (article 7 de la décision-cadre).

b. Réception d'une demande : obligation minimale d'informations

Lorsque le ministère public compétent est contacté (« autorité contactée » au titre de l'article 3, d) de la décision-cadre) par une autorité compétente d'un autre Etat membre aux fins de confirmer l'existence de procédures pénales parallèles, il informe celle-ci de l'existence éventuelle d'une procédure parallèle en cours en Belgique (article 6 de la décision-cadre).

L'information transmise à l'autorité compétente de l'autre Etat membre doit au minimum inclure les éléments suivants (article 9 de la décision-cadre):

- L'existence d'une procédure pénale en cours ou ayant été menée pour l'ensemble ou une partie des mêmes faits que ceux qui font l'objet de la procédure pénale visée dans la demande d'informations et si les mêmes personnes sont impliquées ;
- Le cas échéant, les coordonnées du ministère public compétent ; et
- L'état d'avancement de la procédure en question ou, si une décision a été rendue en dernier ressort, la nature de cette décision.

Toute autre information pertinente ayant trait à la procédure pénale, en ce compris l'existence de faits connexes qui font l'objet de la procédure pénale, peut être ajoutée.

Une telle information doit être fournie à l'autorité compétente de l'autre Etat membre dans le délai raisonnable qui lui a été indiqué ou, en l'absence de l'indication d'un délai, sans retard indu.

Lorsque l'autorité compétente de l'autre Etat

autoriteit van de andere lidstaat een redelijke termijn aangeven waarin een antwoord wordt verwacht.

De communicatie moet verlopen via enig middel dat een schriftelijk bewijs oplevert (artikel 7 van het kaderbesluit).

b. Ontvangst van een verzoek: minimale verplichting tot informatie

Indien het bevoegd openbaar ministerie ('gecontacteerde autoriteit' zoals bedoeld in artikel 3, d), van het kaderbesluit) door een bevoegde autoriteit van een andere lidstaat gecontacteerd wordt om te bevestigen dat er een parallelle strafprocedure wordt gevoerd, deelt het mee of er in België eventueel een parallelle procedure loopt (artikel 6 van het kaderbesluit).

De informatie die wordt overgezonden aan de bevoegde autoriteit van de andere lidstaat, moet minimaal de volgende gegevens bevatten (artikel 9 van het kaderbesluit):

- het antwoord op de vraag of een strafrechtelijke procedure wordt of is gevoerd wegens feiten waarvan een aantal of alle overeenstemmen met die wegens welke de in het informatieverzoek van de contacterende autoriteit bedoelde strafprocedure wordt gevoerd, en of dezelfde personen daarbij worden betrokken;
- in voorkomend geval, de gegevens van het bevoegd openbaar ministerie; en
- de stand van deze procedure of, wanneer een einduitspraak is bereikt, de aard van die einduitspraak.

Ook andere relevante gegevens met betrekking tot de strafprocedure, daaronder begrepen de verwante feiten die daarvan het voorwerp uitmaken, kunnen worden toegevoegd.

Dergelijke informatie moet binnen de aangegeven redelijke termijn of, indien geen termijn werd aangegeven, zonder onredelijke vertraging aan de bevoegde contacterende autoriteit van de andere lidstaat worden verstrekt.

Indien de bevoegde autoriteit van de andere

membre a informé le ministère public compétent du fait que la personne soupçonnée ou accusée est privée de sa liberté, celui-ci traite la demande de manière urgente.

Si le ministère public compétent n'est pas en mesure de fournir une réponse dans le délai fixé par l'autorité compétente de l'autre Etat membre, il informe rapidement celle-ci en indiquant les raisons qui l'en empêchent et le délai dans lequel il transmettra l'information demandée.

Lorsque le ministère public n'est pas compétent pour traiter la demande, il transmet sans retard indu la demande d'informations au ministère public compétent et en informe l'autorité compétente de l'autre Etat membre.

La communication doit être effectuée par tout moyen laissant une trace écrite (article 7 de la décision-cadre).

2. Procédure de concertation

a. Modalités

Le ministère public compétent doit entreprendre des consultations directes avec l'autorité compétente d'un autre Etat membre lorsque :

- Il est établi qu'une procédure pénale parallèle existe (article 10 de la décision-cadre);
- Il entend faire usage du motif de refus prévu à l'article 6, 1° de la loi du 19 décembre 2003 relative au mandat d'arrêt européen, à savoir « lorsque la personne qui fait l'objet du mandat d'arrêt européen est poursuivie en Belgique pour le même fait que celui qui est à la base du mandat d'arrêt européen ». Dans cette hypothèse, des consultations directes doivent être entreprises préalablement à tout refus sur base de ce motif.

De telles consultations directes ont pour objet de dégager un consensus sur toute solution efficace visant à éviter les conséquences

lidstaat het bevoegd openbaar ministerie ervan in kennis heeft gesteld dat de verdachte of beschuldigde persoon van zijn vrijheid werd beroofd, behandelt het openbaar ministerie het verzoek met spoed.

Indien het bevoegd openbaar ministerie niet kan antwoorden binnen de termijn die de bevoegde autoriteit van de andere lidstaat heeft bepaald, stelt het die buitenlandse autoriteit daarvan onmiddellijk in kennis met opgave van de redenen waarom het nog niet kan antwoorden en van de termijn waarin het de gevraagde informatie zal verzenden.

Indien het openbaar ministerie niet bevoegd is om het verzoek te behandelen, zendt het het informatieverzoek zonder onredelijke vertraging over aan het bevoegd openbaar ministerie en stelt het de bevoegde contacterende autoriteit van de andere lidstaat daarvan in kennis.

De communicatie moet verlopen via enig middel dat een schriftelijk bewijs oplevert (artikel 7 van het kaderbesluit).

2. Overlegprocedure

a. Modaliteiten

Het bevoegd openbaar ministerie moet rechtstreeks overleg plegen met de bevoegde autoriteit van een andere lidstaat indien:

- is vastgesteld dat er parallelle strafprocedures lopen (artikel 10 van het kaderbesluit);
- het de weigeringsgrond wil aanvoeren bedoeld in artikel 6, 1°, van de wet van 19 december 2003 betreffende het Europees aanhoudingsbevel, te weten 'ingeval de persoon op wie het Europees aanhoudingsbevel betrekking heeft, in België wordt vervolgd wegens het feit dat aan het Europees aanhoudingsbevel ten grondslag ligt'. In dat geval moet voorafgaand aan enige weigering om die reden rechtstreeks overleg worden gepleegd.

Dergelijk rechtstreeks overleg strekt ertoe overeenstemming te bereiken over een doeltreffende oplossing ter voorkoming van de

négligentes découlant de l'existence d'une procédure pénale parallèle et qui peut, le cas échéant, conduire à la concentration de la procédure pénale dans un Etat membre. A cette fin, les éléments de fait et de droit de l'affaire ainsi que tous les facteurs pertinents doivent être examinés. Les lignes directrices établies par Eurojust relatives aux critères permettant de déterminer la juridiction la mieux placée pour poursuivre peuvent constituer une aide utile à cet égard (voir annexe II).

Dans l'hypothèse d'un enquête-miroir ou d'une équipe commune d'enquête, le ministère public compétent veille à se concerter, dès la réunion de coordination initiale, avec l'autorité compétente de l'autre Etat membre sur les modalités de poursuites et, dans la mesure du possible, à fixer des échéances communes, afin de prévenir tout conflit de juridiction et assurer la plus grande efficacité au niveau de la poursuite, du jugement et de l'exécution de la peine.

Le ministère public compétent informe l'autorité compétente de l'autre Etat membre de toute mesure procédurale importante prise dans le cadre de la procédure pénale.

En outre, il répond, chaque fois que cela est raisonnablement possible, à toute demande d'information émanant de l'autorité compétente de l'autre Etat membre participant à ces consultations directes.

Toutefois, le ministère public compétent n'est pas tenu de répondre à une demande d'information lorsque celle-ci est susceptible de nuire aux intérêts nationaux essentiels en matière de sécurité ou de compromettre la sécurité d'une personne (article 10, §3 de la décision-cadre).

b. Portée et conséquences

Différentes alternatives existent en ce qui concerne l'issue de la concertation, à savoir :

- l'arrêt des poursuites en Belgique ou dans l'autre Etat membre ;

nadelige gevolgen van die parallelle procedures hetgeen, naargelang van het geval, kan leiden tot de concentratie van de strafvervolgingen in één lidstaat. Daartoe moeten de feitelijke en juridische aspecten van de zaak en alle relevante factoren worden onderzocht. De door Eurojust vastgelegde richtsnoeren inzake de criteria aan de hand waarvan kan worden bepaald welk rechtscollege het best geplaatst is voor de vervolging, kunnen daarvoor een nuttig hulpmiddel zijn (zie bijlage II).

In geval van een spiegelonderzoek of een gemeenschappelijk onderzoeksteam, ziet het bevoegd openbaar ministerie erop toe dat van bij de eerste coördinatievergadering overleg wordt gepleegd met de bevoegde autoriteit van de andere lidstaat over de voorwaarden voor vervolging en dat, voor zover mogelijk, gemeenschappelijke termijnen worden vastgelegd teneinde enig jurisdictiegeschil te voorkomen en een zo groot mogelijke doeltreffendheid te waarborgen op het vlak van de vervolging, de uitspraak en de tenuitvoerlegging van de straf.

Het bevoegd openbaar ministerie stelt de bevoegde autoriteit van de andere lidstaat in kennis van enige belangrijke proceduremaatregel genomen in het kader van de strafprocedure.

Bovendien beantwoordt het, wanneer dat redelijkerwijs mogelijk is, enig verzoek om informatie van de bevoegde autoriteit van de andere bij het rechtstreeks overleg betrokken lidstaat.

Indien het bevoegd openbaar ministerie echter wordt verzocht informatie te verstrekken waardoor wezenlijke nationale veiligheidsbelangen kunnen worden geschaad of de veiligheid van personen in gevaar zou kunnen komen, hoeft het deze informatie niet te geven (artikel 10, § 3, van het kaderbesluit).

b. Reikwijdte en gevolgen

Na afloop van het overleg zijn er verschillende mogelijkheden, te weten:

- buitenvervolginstelling in België of in een andere lidstaat;

Tant que la décision de condamnation n'est pas définitive, y compris après l'ouverture d'une instruction, la procédure peut être arrêtée en Belgique et les faits dénoncés aux autorités étrangères en application des conventions applicables, en particulier l'article 42 du Traité Benelux de 1962 et l'article 21 de la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale de 1959. Cette dénonciation peut se faire directement entre autorités judiciaires compétentes, sans passer par la voie ministérielle, vis-à-vis des autres Etats membres de l'Union européenne, conformément à l'article 6 de la convention du 29 mai 2000 relative à l'entraide judiciaire en matière pénale entre les Etats membres de l'Union européenne.

- l'exécution d'enquêtes parallèles dans les deux Etats membres accompagnée d'une collaboration et des contacts étroits entre ces derniers ;
- la mise en place d'une équipe commune d'enquête telle que prévue aux articles 8 à 10 de la loi du 9 décembre 2004 sur l'entraide judiciaire internationale en matière pénale et modifiant l'article 90ter du Code d'instruction criminelle ;
- l'absence de consensus entre les autorités compétentes sur toute solution efficace visant à éviter les conséquences négatives découlant de l'existence d'une procédure parallèle. Dans cette hypothèse, Eurojust doit être saisi de la question conformément au point IV.2 de la présente circulaire (article 12 §2 de la décision-cadre)

Dans le cadre de telles consultations, le ministère public n'est aucunement contraint de renoncer ou d'exercer des poursuites. Tant qu'aucun consensus n'a pu être dégagé concernant la concentration des poursuites dans

Zolang de beslissing tot veroordeling niet definitief is, zelfs na de opening van een gerechtelijk onderzoek, kan de procedure in België worden stopgezet en kunnen de feiten worden aangegeven aan de buitenlandse autoriteiten overeenkomstig de toepasselijke verdragen, inzonderheid artikel 42 van het Benelux-Verdrag van 1962 en artikel 21 van het Europees verdrag van 1959 aangaande de wederzijdse rechtshulp in strafzaken. De aangifte kan ten aanzien van de andere lidstaten van de Europese Unie rechtstreeks tussen de bevoegde gerechtelijke autoriteiten gebeuren, zonder gebruik te maken van de ministeriële weg, overeenkomstig artikel 6 van de overeenkomst van 29 mei 2000 betreffende de wederzijdse rechtshulp in strafzaken tussen de lidstaten van de Europese Unie.

- parallelle onderzoeken in de twee lidstaten met nauwe onderlinge samenwerking en nauw contact tussen beide;
- de invoering van een gemeenschappelijk onderzoeksteam zoals bepaald in de artikelen 8 tot 10 van de wet van 9 december 2004 betreffende de wederzijdse internationale rechtshulp in strafzaken en tot wijziging van artikel 90ter van het Wetboek van Strafvordering;
- het gebrek aan overeenstemming tussen de bevoegde autoriteiten over enige doeltreffende oplossing ter voorkoming van de nadelige gevolgen van die parallelle procedures. In dat geval moet de zaak naar Eurojust worden verwezen overeenkomstig punt IV. 2 van deze omzendbrief (artikel 12, § 2, van het kaderbesluit).

In het kader van dergelijk overleg is het openbaar ministerie niet verplicht vervolging in te stellen of afstand ervan te doen. Zolang er geen overeenstemming is bereikt over het concentreren van de strafrechtelijke procedures

un Etat membre, le ministère public est en mesure de poursuivre une procédure pénale pour toute infraction relevant de sa compétence.

Le ministère public apprécie l'opportunité de joindre les pièces pertinentes au dossier de la procédure.

IV. COLLABORATION AVEC LE PROCUREUR FÉDÉRAL ET EUROJUST

1. Collaboration avec le Procureur fédéral

Vu le rôle central que le Code judiciaire⁴ octroie au Procureur fédéral en matière de coopération judiciaire internationale, celui-ci doit être tenu informé de tout conflit de juridiction avéré et, le cas échéant, des contacts qui sont entrepris avec l'autorité compétente de l'autre Etat membre.

Dans ce cas, la décision sur la manière de résoudre le conflit de juridiction et, dès lors, sur la juridiction la mieux placée pour poursuivre doit être prise en concertation avec le Procureur fédéral qui peut, à cet égard, apporter son appui, rendre un avis ou donner des instructions contraignantes après avoir informé le procureur général territorialement compétent et sauf décision contraire de sa part et ce, afin de garantir une politique criminelle uniforme.

2. Collaboration avec Eurojust

Conformément à l'article 13, § 7 de la décision 2002/187/JAI du 28 février 2002 telle que modifiée par la décision du Conseil 2009/426/JAI du 16 décembre 2008, Eurojust doit être tenu informé des conflits de compétence avérés ou probables dans les domaines de compétence d'Eurojust visés à l'article 4 de la décision 2002/187/JAI. A cette fin, le ministère public compétent utilise le formulaire-type établi par Eurojust qui est joint en annexe à la présente circulaire (annexe III) et disponible en version électronique sur l'Omptranet.

⁴ Article 144*sexies* notamment.

⁵ Met name artikel 144*sexies*.

in één lidstaat, kan het openbaar ministerie de strafprocedure voortzetten met betrekking tot strafbare feiten die onder zijn bevoegdheid vallen.

Het openbaar ministerie oordeelt of het wenselijk is om de relevante stukken aan het dossier van de rechtspleging toe te voegen.

IV. SAMENWERKING MET DE FEDERALE PROCUREUR EN EUROJUST

1. Samenwerking met de federale procureur

Aangezien in het Gerechtelijk Wetboek⁵ aan de federale procureur een centrale rol wordt toegekend op het vlak van internationale justitiële samenwerking, moet hij op de hoogte worden gehouden van enig vaststaand jurisdictiegeschil en, in voorkomend geval, van de contacten met de bevoegde autoriteit van de andere lidstaat.

In dat geval moet de beslissing over de wijze waarop het jurisdictiegeschil moet worden opgelost en bijgevolg over het rechtscollege dat het best geplaatst is voor de vervolging, worden genomen in overleg met de federale procureur die in dat opzicht steun kan verlenen, een advies kan uitbrengen of bindende instructies kan geven, na de territoriaal bevoegde procureur-generaal te hebben ingelicht en behoudens diens andersluidende beslissing, om een eenvormig strafrechtelijk beleid te waarborgen.

2. Samenwerking met Eurojust

Overeenkomstig artikel 13, § 7, van Besluit 2002/187/JBZ van 28 februari 2002 zoals gewijzigd door Besluit 2009/426/JBZ van de Raad van 16 december 2008, dient Eurojust in kennis te worden gesteld van zaken waarin zich bevoegdheidsgeschillen voordoen of zich waarschijnlijk zullen voordoen binnen de bevoegdheidsdomeinen van Eurojust bedoeld in artikel 4 van Besluit 2002/187/JBZ. Daartoe maakt het bevoegd openbaar ministerie gebruik van het standaardformulier opgesteld door Eurojust dat als bijlage bij deze omzendbrief gaat (bijlage III) en in elektronische versie beschikbaar is op Omptranet.

En outre, Eurojust doit être saisi de tout conflit de juridiction pour lequel aucun consensus n'a pu être atteint entre les autorités compétentes et ce, y compris lorsque cela ne relève pas des domaines de compétence d'Eurojust. Eurojust, agissant en tant que Collège, doit transmettre un avis non-contraignant (article 7, §3 de la décision 2002/187/JAI).

L'information et la saisie d'Eurojust conformément aux deux précédents paragraphes est effectuée par le Procureur fédéral, le cas échéant à la suite des informations que doit lui communiquer le ministère public compétent lorsque l'une de ces situations se présente et ce, conformément au principe selon lequel le Procureur fédéral est l'interlocuteur central d'Eurojust (voir circulaire n° COL 15/2004 du Collège des Procureurs généraux près les Cours d'appel relative à Eurojust).

V. LANGUES

Afin de permettre la concertation directe entre les autorités compétentes des Etats membres concernés, toute langue qui serait comprise et parlée par ces autorités peut être utilisée (article 14 de la décision-cadre).

Bovendien moet enig jurisdictiegeschil waarover geen overeenstemming werd bereikt tussen de bevoegde autoriteiten naar Eurojust worden verwezen, ook al valt het niet onder de bevoegdheidsdomeinen van Eurojust. Eurojust, dat als college optreedt, moet een niet-bindend advies uitbrengen (artikel 7, § 3, van Besluit 2002/187/JBZ).

De federale procureur is overeenkomstig de twee vorige paragrafen belast met de kennisgeving aan en de aanhangigmaking bij Eurojust, nadat het bevoegde openbaar ministerie hem ervan op de hoogte heeft gebracht wanneer zich een dergelijke situatie voordoet, zulks overeenkomstig het beginsel op grond waarvan de federaal procureur de centrale gesprekspartner van Eurojust is (zie omzendbrief nr. COL 15/2004 van het College van procureurs-generaal bij de hoven van beroep betreffende Eurojust).

V. TALEN

Voor het rechtstreekse overleg tussen de bevoegde autoriteiten van de betrokken lidstaten kan elke taal worden gebruikt die die autoriteiten machtig zijn (artikel 14 van het kaderbesluit).

Bruxelles, le 27 mars 2013

Brussel, 27 maart 2013

Le ministre de la Justice,

De minister van Justitie,

Annemie TURTELBOOM

Le procureur général près la cour d'appel à Anvers, président du Collège des procureurs généraux,

De procureur-generaal bij het hof van beroep te Antwerpen, voorzitter van het College van procureurs-generaal,

Yves LIEGEOIS

Le procureur général près la cour d'appel à Mons,

De procureur-generaal bij het hof van beroep te Bergen,

Claude MICHAUX

Le procureur général près la cour d'appel à Liège,

De procureur-generaal bij het hof van beroep te Luik,

Christian DE VALKENEER

Le procureur général près la cour d'appel à Gand,

De procureur-generaal bij het hof van beroep te Gent,

Anita HARREWYN

Le procureur général près la cour d'appel à Bruxelles,

De procureur-generaal bij het hof van beroep te Brussel,

Lucien NOUWYNCK
